

LES OUTILS AU SERVICE DU DROIT DE LA FAMILLE

LES 26 ET 27 JANVIER 2023
MAISON DE LA CHIMIE

#EGDFP2023



ACTUALITÉS LÉGISLATIVES ET JURISPRUDENTIELLES 2022

Conférence 2



MODÉRATRICES

Charlotte ROBBE

Vice-présidente de la commission Textes et membre de la commission Formation du CNB, avocate au barreau de Paris, spécialiste en droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine

Valérie GRIMAUD

Membre des commissions Textes et Égalité du CNB, avocate au barreau de Seine-Saint-Denis, ancienne bâtonnière

François CHÉNEDÉ

Professeur des Universités (Université Jean Moulin Lyon 3), spécialiste en droit de la famille et des obligations, directeur scientifique du Dalloz Action Droit de la famille

Jérémy HOUSSIER

Professeur des Universités (Université de Reims Champagne-Ardenne), spécialiste en droit de la famille

Natalie FRICERO

Professeur des Universités (Université Côte d'Azur), spécialiste en procédure civile et modes amiables de résolution des différends, membre du Conseil supérieur de la magistrature



PLAN

1 ACTUALITÉ DU DROIT EXTRA-PATRIMONIAL DE LA FAMILLE

François Chénéde

2 ACTUALITÉ DU DROIT PATRIMONIAL DE LA FAMILLE

Jérémy Houssier

3 ACTUALITÉ DU DROIT PROCESSUEL DE LA FAMILLE

Natalie Fricero

1

ACTUALITÉ DU DROIT EXTRA-PATRIMONIAL DE LA FAMILLE

Par **François Chénéde**

Professeur des Universités (Université Jean Moulin Lyon 3), spécialiste en droit de la famille et des obligations, directeur scientifique du Dalloz Action Droit de la famille

ACTUALITÉ DU DROIT EXTRA-PATRIMONIAL DE LA FAMILLE

1° LE COUPLE

Indifférence du devoir de secours dans la détermination de la prestation compensatoire (rappel).

Cass. civ. 1, 13 avril 2022, n°20-22.807

Indifférence de la vocation successorale dans la détermination de la prestation compensatoire (conformité à la Constitution)

Cass. civ. 1, 16 février 2022, n°21-20.362

Prise en compte de la contribution à l'entretien dans la détermination la prestation compensatoire (rappel)

Civ. 1, 13 juillet 2022, n°21-12.354 ; Civ. 1, 13 juillet 2022, n°21-12.460

ACTUALITÉ DU DROIT EXTRA-PATRIMONIAL DE LA FAMILLE

2° Les enfants | A La filiation | 1) La procréation charnelle

Filiation de l'enfant né d'une femme et de sa compagne transsexuelle

CA Toulouse, 9 février 2012, n°20/03128

Établissement de la filiation par possession d'état à l'égard du père non biologique

Cass. civ. 1, avis, 23 novembre 2022, n°22-70.013

Efficacité d'une reconnaissance tardive en cas d'anéantissement ultérieur du premier lien de filiation

Cass. civ. 1, 30 novembre 2022, n°21-14.726

ACTUALITÉ DU DROIT EXTRA-PATRIMONIAL DE LA FAMILLE

2° Les enfants | A La filiation | 2) La procréation assistée

a) AMP

Absence d'accès des hommes transgenres à la PMA (conformité à la Constitution)

Cons. const., 8 juillet 2022, n°2022-1003 QPC

Exportation des gamètes à des fins de PMA *post mortem*

Cass. civ. 1, 15 juin 2022, n°21-17.654

Exportation des gamètes à des fins de PMA tardives

CE, 27 octobre 2022, n°467726 et 467727

ACTUALITÉ DU DROIT EXTRA-PATRIMONIAL DE LA FAMILLE

2° Les enfants | A La filiation | 2) La procréation assistée

b) GPA

Condamnation de l'hébergeur d'un site internet visant à faciliter le recours à la GPA

Cass. civ. 1, 23 novembre 2022, n°21-10.220

Inefficacité de la convention de mère porteuse conclue en France au nom de l'intérêt de l'enfant

CEDH, 7 avril 2022, n°13344/20

Distinction de la délégation adoptive et de la gestation pour autrui

Cass. civ. 1, 21 septembre 2022, n°21-50.042, n°21-50.057 et n°21-50.04

ACTUALITÉ DU DROIT EXTRA-PATRIMONIAL DE LA FAMILLE

2° Les enfants | A La filiation | 3) L'adoption

Réforme du droit de l'adoption

Loi n°2022-219 du 21 février 2022

Ordonnance n°2022-1292 du 5 octobre 2022

ACTUALITÉ DU DROIT EXTRA-PATRIMONIAL DE LA FAMILLE

2° Les enfants | B L'autorité parentale

Hospitalisation du mineur à la demande de ses parents

Cass. civ. 1, avis, 18 mai 2022, n°22-70.003

Droit de visite dans un espace de rencontre : nécessaire précision de la décision (rappel)

Cass. civ. 1, 18 mai 2022, n°20-20.616

Droit de visite sans droit d'hébergement : absence d'exigence de motifs graves

Cass. civ. 1, 16 novembre 2022, n°21-11.528

Délai de prescription applicable à la contribution à l'entretien de l'enfant (rappel)

Cass. civ. 1, 18 mai 2022, n°21-11.743

2

ACTUALITÉ DU DROIT PATRIMONIAL DE LA FAMILLE

Par **Jérémy Houssier**

Professeur des Universités (Université de Reims Champagne-Ardenne),
spécialiste en droit de la famille

ACTUALITÉ DU DROIT EXTRA-PATRIMONIAL DE LA FAMILLE

1° Couple & Patrimoine

Loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 : les statuts protecteurs de collaborateur, associé ou salarié, prévus à l'art. L. 121-4 du Code de commerce sont étendus au concubin du chef d'entreprise. (Mots-clefs : statuts professionnels)

Cass. 1^{re} civ., 30 nov. 2022, n° 21-12.128 : les dispositions du Code civil relatives à l'attribution d'une prestation compensatoire « *ménagent un juste équilibre entre le but poursuivi et la protection des biens du débiteur sur lequel elles ne font pas peser, par elles-mêmes, une charge spéciale et exorbitante* ». (Mots-clefs : prestation compensatoire)

Cass. 1^{re} civ., 22 juin 2022, n° 20-21.201 : le fait pour une épouse de souffrir, « *plusieurs années après le départ de son mari du domicile conjugal, d'un syndrome anxiodépressif réactionnel, caractérise les conséquences d'une particulière gravité que celle-ci avait subies du fait de la dissolution du mariage* » (C. civ., art. 266). (Mots-clefs : dommages et intérêts)

ACTUALITÉ DU DROIT EXTRA-PATRIMONIAL DE LA FAMILLE

2° Successions

Cass. 1^{re} civ., 2 mars 2022, n° 20-16.674 : si la volonté de bénéficier des droits viagers d'usage et d'habitation sur le logement dépendant en tout ou partie de la succession peut être tacite, elle ne peut résulter du seul maintien dans les lieux du conjoint survivant. (Mots-clefs : droits viagers d'usage et d'habitation)

Cass. 1^{re} civ., 12 janv. 2022, n° 20-12.232 : « *le conjoint survivant est tenu à un rapport spécial en moins prenant des libéralités reçues par lui du défunt dans les conditions définies à l'art. 758-6 du Code civil* ». (Mots-clefs : rapport des libéralités)

Cass. com., 2 mars 2022, n° 20-20.173 : l'action en réduction des libéralités excessives étant attachée à la personne de l'héritier réservataire, celle-ci échappe au dessaisissement des procédures collectives prévu par l'art. L. 641-9 du Code de commerce, malgré son incidence patrimoniale. (Mots-clefs : réduction des libéralités)

Cass. 1^{re} civ., 22 juin 2022, n° 20-23.215 : il résulte des art. 913 et 919-2 du Code civil que « *les libéralités faites en usufruit s'imputent en assiette* ». (Mots-clefs : réduction des libéralités)

ACTUALITÉ DU DROIT EXTRA-PATRIMONIAL DE LA FAMILLE

3° Libéralités

Cass. avis, 15 déc. 2021, n° 21-70.022 : dans le cadre d'une habilitation familiale, si la personne protégée est hors d'état de manifester sa volonté, le JCP peut autoriser la personne habilitée à accomplir en représentation une donation si cette libéralité correspond à ce qu'aurait voulu la personne protégée et si celle-ci est conforme à ses intérêts personnels et patrimoniaux. (Mots-clefs : capacité de consentir une libéralité)

Cons. const., 29 juill. 2022, n° 2022-1005 QPC : l'incapacité de recevoir des professionnels de santé énoncée à l'art. 909 du Code civil est conforme à la Constitution. (Mots-clefs : capacité de recevoir une libéralité)

Cass. 1^{re} civ., 2 mars 2022, n° 20-21.068 : si « *un testament international peut être écrit en une langue quelconque afin de faciliter l'expression de la volonté de son auteur, celui-ci ne peut l'être en une langue que le testateur ne comprend pas, même avec l'aide d'un interprète* ». (Mots-clefs : testament)

3

ACTUALITÉ DU DROIT PROCESSUEL DE LA FAMILLE

Par **Natalie Fricero**

Professeur des Universités (Université Côte d'Azur), spécialiste en procédure civile et modes amiables de résolution des différends, membre du Conseil supérieur de la magistrature

ACTUALITÉ DU DROIT PROCESSUEL DE LA FAMILLE

1° Numérique et audiences :

- la visio-audience (circulaire du 25 avril 2022) ;
- l'audition en visio ;
- l'enregistrement des audiences ;
- le « procès équitable par Skype ».

2° Maîtriser l'intermédiation : circulaire du 28 février 2022

3° Utiliser l'acte contresigné par avocats :

un nouveau titre exécutoire, maîtriser la circulation dans l'Union européenne

ACTUALITÉ DU DROIT PROCESSUEL DE LA FAMILLE

4° Surmonter les affres de la procédure de divorce !

- le blocage issu de l'article 1107 du code civil ;
- l'intérêt pour agir en appel d'un jugement de divorce (avis Cass. 20 avril 2022) ;
- date d'appréciation de la prestation compensatoire.

5° Gérer l'indivisibilité dans les litiges familiaux :

- interruption d'instance et péremption ;
- déclaration d'appel et effet dévolutif.

6° Quelques complexités actuelles de la procédure d'appel :

- point de départ du délai ;
- prétentions nouvelles ;
- exécution forcée d'un jugement confirmé en appel ;
- formalisme des conclusions.